

Rythmes scolaires : la fronde des instits



À en croire le ministère de l'Éducation nationale, 29,6 % des professeurs des écoles seraient en grève, mardi 12 février, pour demander le report de la réforme des rythmes scolaires à la rentrée 2014. De son côté, le SNUIPP-FSU, principal syndicat du primaire, annonce 58 % de grévistes.

La fronde contre la semaine de quatre jours et demi prend de l'ampleur. Selon les estimations du ministère de l'Éducation nationale, 29,6 % des professeurs des écoles ont prévu de débrayer, mardi 12 février, pour demander le report à la rentrée de septembre 2014 de la réforme des rythmes scolaires. De son côté, le SNUIPP-FSU, principal syndicat du primaire, évoque 58 % de grévistes.

Une chose est sûre, ces prévisions de grève sont deux fois plus élevées que celles du 31 janvier dernier (30 % selon le SNUIPP-FSU, contre 18 % selon le ministère), journée de mobilisation sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires. À Paris, la grève *"s'annonce forte"*, prévient un communiqué de la fédération de la capitale. Selon le ministère, 68 % des professeurs des écoles seront en grève.

Le SNUIPP-FSU souhaite décaler la réforme des rythmes à la rentrée de 2014 afin qu'elle ne soit pas *"bricolée"*. Cinq syndicats minoritaires – la CGT-Ferc, la Fnec-FP FO, SUD Éducation, la CNT Éducation (anarcho-syndicaliste) et la FAEN – ont également appelé à une grève nationale, mais sur un mot d'ordre différent, réclamant de *"meilleures"* conditions de travail et de salaires, l'abandon du projet de loi sur l'école et l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires.

Vincent Peillon : "Les professeurs inquiets"

Le SE-Unsa, deuxième syndicat du primaire, a choisi au contraire de ne pas appeler à la grève le 12 février car les mots d'ordre *"amalgament tous les sujets"*. Ce syndicat estime que renoncer à la loi sur l'école serait *"suicidaire"*, rappelant qu'elle comporte la reconstruction d'une formation des maîtres, la création de 60 000 postes ou encore la priorité au primaire.

Le décret sur les rythmes scolaires, déjà publié au Journal officiel, donne aux communes jusqu'au 31 mars pour décider si elles renoueront avec la semaine de 4,5 jours en primaire à la rentrée 2013 ou à celle de 2014, avec l'ajout du mercredi matin (dérogation possible pour le samedi matin). La journée de classe sera raccourcie en moyenne de 45 minutes, sans toucher aux 24 heures hebdomadaires de cours. La pause de la mi-journée doit durer au moins une heure et demie. Les enfants auront des activités culturelles ou sportives, organisées par les communes.

La France n'est pas à *"feu et à sang"*, *"il y a un mouvement parce qu'il y a des professeurs qui sont inquiets pour leur organisation de vie"*, a réagi le ministre de l'Éducation nationale,

Vincent Peillon, le 10 février, lors du *Grand rendez-vous* d'Europe 1-*Aujourd'hui en France*-i>télé. Le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 “*demande des efforts à chacun*”, a dit le ministre. En faisant classe le mercredi matin, les professeurs “*ne travailleront pas plus et eux aussi [comme les élèves] travailleront mieux*”, en raison de journées allégées, a encore fait valoir Vincent Peillon.